

# JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

PARAISANT LE 1<sup>er</sup> ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

## ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies ...	35 fr.	20 fr.
Etranger { Pays à demi-tarif	50 fr.	33 fr.
{ Pays à plein tarif	60 fr.	35 fr.

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 1, fr. 50  
Par porteur ou par la poste,  
Togo, France et Colonies : 1, fr. 75  
Etranger : Port en sus.

## ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO. (A. O. F.)

Les abonnements sont payables d'avance.

## ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne .....	2 fr.
Minimum .....	10 fr.
La page .....	200 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum	10 fr.

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

A l'occasion de la Fête Nationale du 14 Juillet, le Commissaire de la République et Madame DE GUISE recevront au Gouvernement le jeudi 13 juillet, de 21 h. 30 à 1 heure.

Les fonctionnaires, les officiers et les membres de la Colonie européenne et libanaise, ainsi que les notables indigènes voudront bien considérer le présent avis comme une invitation.

(TENUE DE SOIRÉE)

## SOMMAIRE



### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

- Décret du 25 avril 1933**, approuvant un arrêté du Commissaire de la République au Togo portant ouverture et annulation de crédits au budget spécial sur fonds d'emprunt du Territoire pour l'exercice 1932. (Arrêté de promulgation du 17 juin 1933). 364
- Décret du 25 avril 1933**, modifiant l'uniforme des administrateurs des colonies. (Arrêté de promulgation du 17 juin 1933). 365
- Décret du 14 mars 1933**, portant mise en application provisoire d'un *modus vivendi commercial avec la République de Costa-Rica*. (Arrêté de promulgation du 17 juin 1933). 366
- Décret du 19 avril 1933**, relatif à l'accession à la qualité de citoyen français des sujets et protégés français anciens combattants originaires de l'Afrique occidentale française, de l'Afrique équatoriale française, de l'Indochine, de Madagascar, de la Nouvelle-Calédonie et des Établissements français de l'Océanie. (Arrêté de promulgation du 17 juin 1933). 369
- Rectificatif** au journal officiel de la République française du 15 mars 1933 : Avenant à la convention commerciale du 13 juillet 1921 entre la France et la Finlande. 371

#### ACTES DU POUVOIR LOCAL

- Décision du 13 juin 1933**, autorisant la cession à titre gratuit des *produits pharmaceutiques* au dispensaire d'Agou-Nyongbo appartenant à la mission protestante évangélique. 371
- Arrêté du 17 juin 1933**, fixant la prime à payer aux cafés exportés pendant le troisième trimestre de l'année 1933. 372
- Décision du 20 juin 1933**, nommant une *commission chargée de l'étude des indemnités*, primes et gratifications allouées aux fonctionnaires, employés et agents civils et militaires en service au Territoire. 372
- Arrêté du 22 juin 1933**, portant nomination des membres du conseil d'administration du territoire du Togo. 372
- Circulaire du 12 juin 1933**, à M.M. les Commandants de cercle et M. l'administrateur-maire de la commune-mixte de Lomé, relative au *contrôle et exécution des prestations*. 373
- Nominations, mutations, etc... concernant le personnel** 374
- Chef du secrétariat général** 378
- Commissions** 378
- Commissions d'enquête** 378
- Domaines** 379
- Avis de concours** 380
- Etat des principaux produits du crû exportés pendant le mois de mai 1933.** 380

### PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces — (Voir supplément)



**PARTIE OFFICIELLE****ACTES DU POUVOIR CENTRAL****Budget spécial sur fonds d'emprunt**

*ARRETE N° 347 promulguant au Togo le décret du 25 avril 1933, approuvant un arrêté du Commissaire de la République au Togo, portant ouverture et annulation de crédits au budget spécial sur fonds d'emprunt du Territoire pour l'exercice 1932.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 25 avril 1933, approuvant un arrêté du Commissaire de la République au Togo, portant ouverture et annulation de crédits au budget spécial sur fonds d'emprunt du Territoire pour l'exercice 1932;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 25 avril 1933, approuvant un arrêté du Commissaire de la République au Togo portant ouverture et annulation de crédits au budget spécial sur fonds d'emprunt du Territoire pour l'exercice 1932.

Lomé, le 17 juin 1933.

R. DE GUISE.

**RAPPORT**

*Au Président de la République Française.*

Paris, le 25 avril 1933.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Le Commissaire de la République au Togo a pris, en conseil d'administration, à la date du 22 février 1933, un arrêté portant ouverture et annulation de crédits au budget spécial des grands travaux et dépenses sanitaires sur fonds d'emprunt du Territoire, exercice 1932.

Ses mesures ne soulevant aucune objection de ma part, j'ai fait préparer, en vue de leur ratification, conformément aux dispositions de l'article 31 du décret du 30 novembre 1912 sur le régime financier des colonies, le projet de décret ci-joint, que j'ai l'honneur de soumettre à votre haute sanction.

Je vous prie d'agréer, monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

*Le ministre des colonies,*

Albert SARRAUT.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions du Commissaire de la République au Togo, modifié par le décret du 21 février 1925;

Vu le mandat sur le Togo, confirmé à la France par le conseil de la Société des nations, en exécution des articles 22 et 119 du traité de Versailles, en date du 28 juin 1919;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 26 juillet 1932 portant approbation du budget spécial des grands travaux et dépenses sanitaires sur fonds d'emprunt au Togo, exercice 1932;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est approuvé l'arrêté n° 112 pris en conseil d'administration, le 22 février 1933, par le Commissaire de la République au Togo, portant ouverture au chapitre VI du budget spécial des grands travaux et dépenses sanitaires du Territoire, exercice 1932, d'un crédit supplémentaire de 3 millions de francs et annulation de crédits d'un total équivalent aux chapitres IV, V et VII du même budget.

ART. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 25 avril 1933.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le ministre des colonies,*  
Albert SARRAUT.

*ARRETE N° 112 portant ouverture d'un crédit supplémentaire au chapitre VI du budget d'emprunt, exercice 1932 et annulation de crédits d'égale somme aux chapitres IV, V et VII du même budget.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies spécialement en son article 81;

Vu la loi du 22 février 1931 autorisant les gouvernements généraux de l'Afrique occidentale française, d'Afrique équatoriale française, de l'Indochine de Madagascar, et les commissariats de la République au Togo et au Cameroun à contracter des emprunts formant au total 3.900.000.000 de francs promulguée au Togo le 29 août 1931;

Vu le décret du 8 mai 1931 portant création de budgets spéciaux d'emprunt;

Vu le décret du 26 juillet 1932 portant approbation du budget spécial des grands travaux sur fonds d'emprunt, exercice 1932, promulgué au Togo par arrêté n° 448 du 7 septembre 1932;

Vu le décret du 25 décembre 1932 autorisant l'ouverture des travaux et l'engagement des dépenses sur le programme d'emprunt du territoire du Togo, promulgué au territoire par arrêté n° 44 du 24 janvier 1933;

Le conseil d'administration préalablement entendu;

Sous réserve d'approbation ultérieure par décret;



## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est ouvert au chapitre VI du budget spécial des grands travaux sur fonds d'emprunt, exercice 1932 (dépenses diverses) un crédit supplémentaire de trois millions (3.000.000 de frs.).

ART. 2. — Il sera pourvu à ce crédit supplémentaire par les annulations suivantes :

Chapitre IV :	1.200.000 frs.	} 3.000.000 frs.
Chapitre V :	1.200.000 frs.	
Chapitre VII :	600.000 frs.	

ART. 3. — Le présent arrêté, qui, vu l'urgence, sera rendu provisoirement exécutoire, sera publié, enregistré et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 22 février 1933.

R. DE GUISE.

### Uniforme des administrateurs des colonies

ARRETE N° 346 promulguant au Togo le décret du 25 avril 1933, modifiant l'uniforme des administrateurs des colonies.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 25 avril 1933 modifiant l'uniforme des administrateurs des colonies;

## ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 25 avril 1933, modifiant l'uniforme des administrateurs des colonies.

Lomé, le 17 juin 1933.

R. DE GUISE.

### LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le décret du 25 septembre 1896 fixant l'uniforme du personnel des administrateurs des colonies;

Vu le décret du 10 juillet 1920 portant réorganisation du personnel des administrateurs des colonies;

Vu le décret du 30 décembre 1922 apportant des modifications à l'uniforme des administrateurs des colonies;

## DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les décrets des 25 septembre 1896 et 30 décembre 1922 fixant ou modifiant l'uniforme des administrateurs des colonies sont abrogés.

ART. 2. — L'uniforme des administrateurs en chef, administrateurs, administrateurs-adjoints et élèves-administrateurs des colonies est fixé ainsi qu'il suit :

#### 1<sup>o</sup> — TENUE DE CÉRÉMONIE (Facultative)

Redingote croisée en drap bleu nuit, à revers, et deux rangées de trois boutons d'uniforme et de deux boutons au bas de la taille; sur le col un écusson brodé d'or représentant une ancre et un croissant; sur les épaules sont placées les attentes réglementaires; parements composés de baguettes et broderies d'or variant suivant les grades;

Ou spencer confectionné en toile fine blanche ou en drap blanc, de forme droite, fermant par deux boutons d'uniforme jumelés, sur un gilet en piqué blanc garni de trois boutons d'uniforme de 13 millimètres.

Le spencer est orné au col de deux écussons brodés représentant l'ancre et le croissant, étoilés suivant le grade, chemise à col blanc et cravate noire.

Boutons de 21 millimètres, dorés et timbrés d'un croissant surmonté d'une ancre.

Pantalon de drap bleu nuit à bande dorée de 45 millimètres de largeur.

Casquette de la marine en drap bleu nuit ou en toile blanche avec bandeau en drap bleu nuit, modèle réglementaire des officiers de marine, portant une broderie suivant le grade avec, au centre du bandeau, le croissant et l'ancre.

Casque en liège blanc.

Cape en drap bleu nuit à quatre boutons d'uniforme de 21 millimètres, fermeture gourmette munie de deux écussons ornés d'une ancre et d'un croissant.

Epée poignée nacre, coquille dorée ornée d'une ancre et d'un croissant, entourée de feuilles d'oliviers, fourreau en cuir ciré noir, suspendue à un ceinturon porte-épée formé d'un galon d'or et soie bleu nuit de 40 millimètres de largeur se fermant au moyen d'une agrafe dorée comprenant deux médailles estampées en relief d'une ancre et d'un croissant. La dragonne est en métal doré mat.

#### 2<sup>o</sup> — TENUE D'HIVER

Vareuse en drap bleu nuit, à revers croisés et deux rangées de trois boutons d'uniforme de 21 millimètres, parements brodés, mais facultativement fixes ou amovibles, mêmes insignes que sur la redingote.

Chemise blanche, faux-col rabattu blanc et cravate noire.

Pantalon en drap bleu nuit sans bande dorée ou pantalon blanc.

Casquette du même modèle que celle prévue pour la tenue de cérémonie, avec ou sans coiffe blanche.

Cape.

Casque en liège blanc.

Epée et porte-épée de la tenue de cérémonie.

#### 3<sup>o</sup> — TENUE D'ÉTÉ

Vareuse en toile nationale ou satin, blanche ou kaki, à petits revers, boutonnant droit à quatre boutons



d'uniforme de 21 millimètres; parèments brodés amovibles ainsi que écussons et attentes.

Chemise blanche, faux-col rabattu blanc et cravate noire.

Pantalon blanc ou kaki sans bande brodée.

Casquette du même modèle que celle prévue pour la tenue d'hiver avec coiffe blanche.

Casque en liège blanc ou kaki.

#### *Distinction des grades*

La distinction des grades est réglée comme suit :

PAREMENTS BRODÉS OR SUR DRAP BLEU DE NUIT.

#### *Administrateur en chef*

Guipée paillettes et dents de scie avec retour. Parements entièrement brodés de feuilles de chêne et de feuilles d'olivier entrelacées. Hauteur totale de la broderie : 80 millimètres. Paillettes guipées et dents de scie : 10 millimètres. Feuilles de chêne et d'olivier : 65 millimètres.

#### *Administrateur*

Même entourage et même composition des feuillages entrelacés. Hauteur totale de la broderie : 45 millimètres. Hauteur des feuilles entrelacées : 30 millimètres.

#### *Administrateur-adjoint*

Même dispositif que pour administrateur, mais avec une largeur totale de feuilles entrelacées de 185 millimètres.

#### *Elève-administrateur*

Même dispositif, sans aucune feuille entrelacée.

ATTENTES BRODÉES OR SUR DRAP BLEU DE NUIT.

#### *Administrateur en chef*

Composés d'un guipé, d'une paillette et d'une dent de scie entourant l'attente et d'une hauteur de 6 millimètres. Le centre est orné d'une broderie de feuilles de chêne et d'olivier entrelacées de 78 millimètres de longueur. La longueur totale de l'attente est de 92 millimètres et sa largeur de 25 millimètres.

#### *Administrateur*

Même dispositif général, sauf la suppression de la dent de scie. La longueur de l'attente est de 90 millimètres et sa largeur de 22 millimètres.

#### *Administrateur-adjoint*

Même dispositif que pour administrateur, mais sans feuillage entrelacé au centre.

#### *Elève-administrateur*

L'attente est composée simplement d'un guipé brodé tout autour et d'une largeur de 2 millimètres. La longueur de l'attente est de 90 millimètres et sa largeur de 21 millimètres.

CASQUETTE BRODÉE OR SUR DRAP BLEU DE NUIT.

#### *Administrateur en chef*

Le bandeau est brodé à son bord supérieur d'un guipé, d'une paillette et d'une dent de scie d'une hauteur de 8 millimètres, et au-dessous, des feuilles de chêne et d'olivier entrelacées entourent entièrement la casquette. La hauteur de cette broderie est de 26 millimètres. Hauteur totale de la broderie du bandeau : 40 millimètres. Sur le devant et au centre, est placé un écusson ovale d'une hauteur de 47 millimètres. Cet écusson est posé à cheval sur le bandeau et sur la jupe de la casquette. Il est orné tout autour d'un guipé de 1 millimètre 5 de large et, au centre, d'un croissant surmonté d'une ancre.

#### *Administrateur*

Même dispositif, mais la longueur totale de la broderie est de 38 centimètres 5.

#### *Administrateur-adjoint*

Même dispositif que pour administrateur, mais la longueur totale de la broderie est de 26 centimètres 5.

#### *Elève-administrateur*

Même dispositif que pour administrateur adjoint, mais la longueur totale de la broderie est de 17 centimètres 5.

ART. 3. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur dès sa publication au journal officiel de la République française.

Toutefois le port de l'ancien uniforme est autorisé jusqu'au 31 décembre 1935.

ART. 4. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 25 avril 1933.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le ministre des colonies,*  
Albert SARRAUT.

### **Modus vivendi entre la France et la République de Costa-Rica**

ARRETE N° 349 promulguant au Togo le décret du 14 mars 1933, portant mise en application provisoire d'un modus vivendi commercial avec la République de Costa-Rica.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;



Vu le décret du 14 mars 1933, portant mise en application provisoire d'un modus vivendi commercial avec la République de Costa-Rica;

# ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 14 mars 1933, portant mise en application provisoire d'un modus vivendi commercial avec la République de Costa-Rica.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 17 juin 1933.

R. DE GUISE.

## LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 8 de la loi du 16 juillet 1875;

Vu la loi du 29 juillet 1919;

Vu l'article 14 du décret du 28 décembre 1926 portant codification des lois de douane;

Sur la proposition du ministre des affaires étrangères, du ministre du commerce et de l'industrie, du ministre de l'agriculture, du ministre du budget et du ministre des colonies;

# DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le modus vivendi commercial entre la France et la République de Costa-Rica, signé à San-José le 1<sup>er</sup> mars 1933 et dont le texte suit, sera mis en vigueur à titre provisoire le 15 mars 1933, en attendant son approbation par la chambre des députés et le sénat.

## CONSULAT DE FRANCE

AU COSTA-RICA.

N° 8.

San-José, le 1<sup>er</sup> mars 1933.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Le gouvernement français, auquel j'ai communiqué le résultat des négociations engagées avec votre excellence, en ce qui concerne le futur régime de nos relations commerciales, m'a fait savoir qu'il prenait acte des réformes au tarif douanier costaricien, ainsi que du maintien de l'admission en franchise des produits de l'institut Pasteur, prévus aux articles 3, 4 et 5 de la loi n° 55 du 16 février 1933 (1) et par le décret

(1) — ART. 3. — Le paragraphe 1 de l'article 6 de la loi n° 3 du 14 décembre 1918, se lira ainsi : « Pour le début du champagne et des spiritueux étrangers distillés, pour chaque litre 2 C. ».

ART. 4. — Le vin blanc de table importé en bouteilles et qui ne contiendra pas plus de 18° d'alcool, sera inclus dans l'article 109 du tarif des douanes qui se lira ainsi :

« Vins rouges et blancs de table importés en bouteilles jusqu'à 18° d'alcool compris, 0 C. 16 ».

Le vin blanc de table importé en barils ou en dames-jeannes, ne contenant pas plus de 18° d'alcool sera inclus dans l'article 112 du tarif des douanes, qui se lira ainsi :

« Vins rouges et blancs de table importés en barils ou en dames-jeannes jusqu'à 18° d'alcool compris, 0 C. 30 ».

Les vins rouges et blancs de table, en n'importe quel contenant quand ils contiendront plus de 18° d'alcool, seront taxés conformément aux articles 123 et 125 du tarif des douanes et acquitteront également l'impôt de conversion.

ART. 5. — L'exemption des droits de douane dont jouissent actuellement les produits de l'institut Pasteur, sera maintenue.

n° 42 du 1<sup>er</sup> mars courant, qui les met en vigueur, et qu'il m'autorisait à procéder, par échange de lettres, à la conclusion d'un modus vivendi sur les bases suivantes :

Le gouvernement français accorde le bénéfice de son tarif minimum aux produits costariciens dont l'énumération suit :

Café, cacao, bananes et miel.

En échange, le gouvernement de Costa-Rica accorde aux articles originaires et en provenance de la France ou de ses colonies, pays de protectorat ou de mandat, le bénéfice général et inconditionnel de la clause de la nation la plus favorisée, sous réserve que ladite clause ne pourra s'étendre aux faveurs douanières concédées, ou qui pourraient être concédées aux produits des quatre autres républiques de l'Amérique Centrale.

Sans préjudice des dispositions qui précèdent, le gouvernement costaricien s'engage, pour la durée du présent accord, à maintenir, au champagne et aux vins mousseux, le régime actuel.

Le présent modus vivendi est conclu pour un an, à compter du 15 mars prochain, date à laquelle il entrera en vigueur. Il sera prorogé par voie de tacite reconduction s'il n'est pas dénoncé par l'une ou l'autre des hautes parties contractantes six mois au moins avant l'expiration de chaque période annuelle, et restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois après sa dénonciation par l'une ou l'autre des hautes parties contractantes.

Je serais très reconnaissant à votre excellence de vouloir bien me faire savoir si son gouvernement adhère aux propositions du gouvernement français.

D'autre part, je serais obligé à votre excellence de vouloir bien me faire connaître si son gouvernement accepterait de prendre l'engagement de négocier, dans un délai de trois mois à dater de ce jour, une convention relative à la protection réciproque des marques de fabrique et des appellations d'origine.

Veuillez agréer, monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

*Le chargé d'affaires de France,*

Signé : J. E. MAIGRET.

## SECRETARIAT

DES RELATIONS EXTERIEURES

n° 126-B.

San-José, le 1<sup>er</sup> mars 1933.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

J'ai le plaisir d'accuser réception à votre seigneurie de votre honorée note n° 8 de ce jour, dont la traduction suit :

« Le gouvernement français, auquel j'ai communiqué le résultat des négociations, engagées avec votre excellence, en ce qui concerne le futur régime de nos relations commerciales, m'a fait savoir qu'il prenait



acte des réformes au tarif douanier costaricien, ainsi que du maintien de l'admission en franchise des produits de l'institut Pasteur, prévus aux articles 3, 4 et 5 de la loi n° 55 du 16 février 1933 (1), et par le décret n° 42 du 1<sup>er</sup> mars courant, qui les met en vigueur, et qu'il n'autorisait à procéder, par échange de lettres, à la conclusion d'un *modus vivendi* sur les bases suivantes :

« Le gouvernement français accorde le bénéfice de son tarif minimum aux produits costariciens dont l'énumération suit :

« Café, cacao, bananes et miel.

« En échange, le gouvernement du Costa-Rica accorde aux articles originaires et en provenance de la France ou de ses colonies, pays de protectorat et de mandat, le bénéfice général et inconditionnel de la clause de la nation la plus favorisée, sous réserve que ladite clause ne pourra s'étendre aux faveurs douanières concédées ou qui pourraient être concédées aux produits des quatre autres républiques de l'Amérique Centrale.

« Sans préjudice des dispositions qui précèdent, le gouvernement costaricien s'engage, pour la durée du présent accord, à maintenir, au champagne et aux vins mousseux, le régime actuel.

« Le présent *modus vivendi* est conclu pour un an, à compter du 15 mars prochain, date à laquelle il entrera en vigueur, il sera prorogé par voie de tacite reconduction s'il n'est pas dénoncé par l'une ou l'autre des hautes parties contractantes six mois au moins avant l'expiration de chaque période annuelle, et restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois après sa dénonciation par l'une ou l'autre des hautes parties contractantes.

« Je serais très reconnaissant à votre excellence de vouloir bien me faire savoir si son gouvernement adhère aux propositions du gouvernement français.

« D'autre part, je serais obligé à votre excellence de vouloir bien me faire connaître si son gouvernement accepterait de prendre l'engagement de négocier dans un délai de trois mois à dater de ce jour, une convention relative à la protection réciproque des marques de fabrique et des appellations d'origine. »

(1) — ART. 3. — Le paragraphe 1 de l'article 6 de la loi n° 3 du 14 décembre 1918, se lira ainsi : « Pour le début du champagne et des spiritueux étrangers distillés, pour chaque litre, 2° C ».

ART. 4. — Le vin blanc de table importé en bouteilles et qui ne contiendra pas plus de 18 degrés d'alcool, sera inclus dans l'article 109 du tarif des douanes, qui se lira ainsi :

« Vins rouges et blancs de table importés en bouteilles jusqu'à 18 degrés d'alcool compris, 0 C. 16 ».

Le vin blanc de table importé en barils ou en dames-jeannes ne contenant pas plus de 18 degrés d'alcool, sera inclus dans l'article 112 du tarif des douanes, qui se lira ainsi :

« Vins rouges et blancs de table importés en barils ou en dames-jeannes jusqu'à 18° d'alcool compris, 0 C. 30 ».

Les vins rouges et blancs de tables, en n'importe quel contenant, quand ils contiendront plus de 18° d'alcool, seront taxés conformément aux articles 123 et 125 du tarif des douanes et acquitteront également l'impôt de conversion.

ART. 5. — L'exemption des droits de douane dont jouissent actuellement les produits de l'institut Pasteur, sera maintenue,

En réponse à la note qui précède, j'ai le plaisir de faire savoir à votre seigneurie que mon gouvernement a étudié la proposition du gouvernement français qu'elle contient, et que, conformément à l'autorisation du pouvoir législatif exprimée dans la loi n° 55 du 16 février 1933, il accepte en toutes ses parties les stipulations du *modus vivendi* mentionnées dans ladite note, et qu'en conséquence, les relations commerciales entre le Costa-Rica et la République française se régulariseront à partir du 15 mars courant, en accord de tout point avec ce que dispose cet échange de notes.

A cet effet, il est entendu que nos gouvernements respectifs rendront en temps voulu et dans le plus bref délai possible, les décrets nécessaires à l'exécution de ce qui vient d'être ainsi convenu.

En ce qui concerne la convention que votre seigneurie a bien voulu me suggérer pour la protection réciproque des marques de fabrique et des appellations d'origine, je suis heureux de faire connaître à votre seigneurie que ce département est tout disposé à engager les pourparlers à cet effet.

Je saisis cette occasion pour renouveler à votre seigneurie les assurances de ma considération distinguée.

Signé : LÉONIDAS PACHECO.

ART. 2. — A dater du 15 mars 1933 et en échange d'avantages corrélatifs, le cacao, le café, les bananes et le miel originaires et en provenance de la République de Costa-Rica seront admis, à leur importation en France, aux droits inscrits au tarif minimum.

ART. 3. — Le ministre des affaires étrangères, le ministre du commerce et de l'industrie, le ministre de l'agriculture, le ministre du budget et le ministre des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 14 mars 1933.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le ministre des affaires étrangères,*

Paul BONCOUR.

*Le ministre du commerce et de l'industrie,*

LOUIS SERRE.

*Le ministre de l'agriculture,*

Henri QUEUILLE.

*Le ministre du budget,*

LUCIEN LAMOUREUX.

*Le ministre des colonies,*

ALBERT SARRAUT.



## Nationalité

*ARRETE N° 351 promulguant au Togo le décret du 19 avril 1933, relatif à l'accession à la qualité de citoyen français des sujets et protégés français anciens combattants originaires de l'Afrique occidentale française, de l'Afrique équatoriale française, de l'Indochine, de Madagascar, de la Nouvelle-Calédonie et des Etablissements français de l'Océanie.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 avril 1933, relatif à l'accession à la qualité de citoyen français des sujets et protégés français anciens combattants originaires de l'Afrique équatoriale française, de l'Indochine, de Madagascar, de la Nouvelle-Calédonie et des Etablissements français de l'Océanie;

## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 19 avril 1933, relatif à l'accession à la qualité de citoyen français des sujets et protégés français anciens combattants originaires de l'Afrique occidentale française, de l'Afrique équatoriale française, de l'Indochine, de Madagascar, de la Nouvelle-Calédonie et des Etablissements français de l'Océanie.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 17 juin 1933.

R. DE GUISE.

## RAPPORT

*Au Président de la République Française.*

Paris, le 19 avril 1933.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Si divers décrets ont facilité, depuis la fin de la guerre, aux anciens combattants originaires de nos possessions africaines et indochinoises l'attribution rapide et sans frais de la qualité de citoyen français, aucune législation d'ensemble n'est encore intervenue sur la matière.

Il paraît opportun de combler cette lacune et de substituer aux textes fragmentaires et parfois divergents une réglementation uniforme. Cette réglementation doit tendre à satisfaire aux vœux, à plusieurs reprises exprimés par les indigènes qui ont servi et combattu sous nos drapeaux. Elle doit tendre aussi à ne conférer cependant l'acquisition de la nationalité française qu'à ceux de nos sujets et protégés qui s'en

montreraient les plus dignes et qui seraient par leur conduite pendant la guerre et par les services qu'ils sont susceptibles de rendre à l'influence française, indiscutablement désignés pour l'octroi de cette distinction hautement appréciée.

Le projet de décret que nous avons l'honneur de vous présenter et dont le champ d'application doit s'étendre à nos gouvernements généraux et à nos colonies du Pacifique, s'inspire étroitement de ces préoccupations : tout en reproduisant dans une large mesure les dispositions déjà mises en vigueur en Afrique occidentale et équatoriale et en Indochine par les décrets des 14 et 22 août 1918 et du 4 septembre 1919, qui ont donné dans l'ensemble satisfaction, il les complète sur de nombreux points et précise, en les élargissant, les conditions auxquelles sera désormais subordonné l'accès au droit de cité.

Cette législation, toute d'exception d'ailleurs puisqu'elle ne peut concerner que les anciens combattants de la grande guerre et leur famille, ne déroge en rien aux principes généraux d'accession à la qualité de citoyen français contenus tant dans les diverses réglementations locales que dans la loi du 23 mars 1915, spéciale aux indigènes en résidence dans la métropole et dans une colonie autre que leur colonie d'origine.

Telles sont les dispositions essentielles du projet de décret ci-joint que nous avons l'honneur de soumettre à votre haute sanction.

Nous vous prions d'agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

*Le ministre des colonies,*  
Albert SARRAUT.

*Le garde des sceaux, ministre de la justice,*  
Eugène PENANCIER.

## LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu le décret du 3 mars 1909 réglant les conditions d'accession à la qualité de citoyen français des indigènes de Madagascar;

Vu le décret du 23 mai 1912 réglant les conditions d'accession à la qualité de citoyen français des indigènes de l'Afrique équatoriale française;

Vu le décret du 21 août 1932 fixant les conditions d'accession des indigènes de l'Afrique occidentale française à la qualité de citoyen français;

Vu le décret du 26 mai 1913 déterminant les conditions dans lesquelles les indigènes de l'Indochine, sujets et protégés français, peuvent obtenir la qualité de citoyen français, ensemble les décrets des 4 septembre 1919, 7 août 1925, 24 juin et 22 octobre 1929 et 21 août 1932 qui l'ont modifié;

Vu le décret du 14 janvier 1918, modifié le 22 août 1918, relatif aux conditions d'accession à la qualité de citoyen français de certains militaires indigènes de l'Afrique occidentale française et de l'Afrique équatoriale française;

Vu le décret du 8 novembre 1921 réglementant l'accession à la qualité de citoyen français des indigènes de l'Océanie;

Vu le décret du 3 septembre 1932 sur l'accession des indigènes de la Nouvelle-Calédonie à la qualité de citoyen français;

Sur le rapport du ministre des colonies et du garde des sceaux, ministre de la justice;



## DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les indigènes originaires de l'Afrique occidentale française, de l'Afrique équatoriale française, de l'Indochine, de Madagascar, de la Nouvelle-Calédonie et des Etablissements français de l'Océanie, titulaires de la carte du combattant au titre de la guerre 1914-1918, pourront accéder à la qualité de citoyen français, s'ils sont sujets français, ou à la naturalisation, s'ils sont protégés français, s'ils réunissent les conditions suivantes :

- 1<sup>o</sup> — Savoir lire, écrire et parler le français;
- 2<sup>o</sup> — Se trouver dans l'une des situations suivantes :

a) Etre décoré, pour faits de guerre, de la légion d'honneur, de la médaille militaire ou de la croix de guerre;

b) Avoir acquis le grade d'officier ou de sous-officier étant dans la zone des armées;

c) Avoir reçu une ou plusieurs blessures donnant droit à pension d'invalidité;

3<sup>o</sup> — Justifier de moyens d'existence certains et être de bonne vie et mœurs;

4<sup>o</sup> — Etablir qu'il est originaire de la colonie où il formule sa demande.

ART. 2. — Les effets de cette accession pourront être soit personnels au demandeur, soit étendus sans autres conditions :

a) A sa femme de premier rang, si elle a déclaré s'associer à la requête de son mari;

b) Aux enfants mineurs, légitimes ou naturels reconnus par le père, s'ils reçoivent une instruction française;

c) Aux enfants majeurs, légitimes ou naturels reconnus par le père, sous la réserve qu'ils en forment la demande en même temps que le chef de famille.

ART. 3. — L'accession à la qualité de citoyen français ou la naturalisation des indigènes remplissant les conditions déterminées ci-dessus aura lieu suivant la procédure indiquée aux articles ci-après :

ART. 4. — L'indigène réunissant les conditions énumérées à l'article 1<sup>er</sup> doit se présenter personnellement devant le chef de la circonscription administrative de son domicile ou, à défaut, de sa résidence pour formuler sa demande et déclarer qu'il entend être régi par les lois civiles et politiques applicables aux citoyens français.

Le requérant, qui doit faire choix d'un nom patronymique, indique, en outre, s'il désire faire bénéficier sa femme et ses enfants de la faveur qu'il sollicite pour lui-même. Dans ces cas, la femme et les enfants majeurs doivent formuler une demande et déclarer qu'ils entendent également être régis par les lois civiles et politiques applicables aux citoyens français.

ART. 5. — Les demandes ainsi formulées doivent être signées. Elles sont accompagnées pour chacun des intéressés :

a) De l'acte de naissance;

b) S'il y a lieu, des pièces officielles constatant son mariage et la naissance ou la reconnaissance de ses enfants;

c) Des extraits du casier judiciaire ou de toutes pièces en tenant lieu;

d) D'une déclaration qui sera enregistrée par laquelle les intéressés, à l'exception des enfants mineurs, renonceront formellement à leur statut personnel;

e) Des pièces justificatives dont la production sera imposée par l'arrêté local prévu à l'article 14 ci-après.

Si les intéressés sont dans l'impossibilité de se procurer les actes de l'état civil visés ci-dessus, ces actes seront suppléés par des actes de notoriété délivrés dans les formes réglementaires.

Les actes dont la reproduction est imposée par le présent article seront accompagnés de leur traduction, s'ils sont rédigés en langue indigène ou étrangère.

ART. 6. — Le chef de la circonscription administrative procède alors à une enquête sur les antécédents, la situation et la moralité du requérant.

Il se prononce sur sa connaissance de la langue française.

Il consigne les résultats de son enquête dans un procès-verbal inscrit sur un registre spécial.

Il procède de même à l'égard des membres de la famille qui doivent éventuellement bénéficier de la faveur demandée par son chef.

Le procès-verbal doit obligatoirement spécifier que les postulants sont de bonne vie et mœurs, qu'ils n'ont jamais participé à des menées contre la France et qu'ils n'ont encouru aucune condamnation comportant, aux termes de la voie française, privation totale ou partielle des droits civils ou politiques, ni aucune peine afflictive prononcée par les juridictions indigènes.

ART. 7. — Si le demandeur est sous les drapeaux, la demande doit être adressée au chef de corps qui la transmet à l'autorité militaire supérieure chargée, au lieu et place du chef de la circonscription administrative et dans les conditions fixées par les articles précédents, de diriger l'enquête, d'établir le procès-verbal et de procéder à la constitution du dossier.

ART. 8. — Le chef de la circonscription administrative ou l'autorité militaire supérieure, transmet le dossier, accompagné de son avis motivé, au chef de la colonie.

Celui-ci, après délibération en conseil, formule son avis et transmet le dossier au ministre des colonies.

Dans les colonies constituées en gouvernements généraux, le dossier est adressé d'abord au lieutenant-gouverneur (ou au résident supérieur) qui le transmet, avec son appréciation motivée, au gouverneur général appelé à formuler son avis en commission permanente du conseil de gouvernement avant envoi au ministre des colonies.



ART. 9. — Par dérogation aux dispositions prévues à l'article 1<sup>er</sup>, les indigènes pourront être dégagés de l'obligation de savoir parler et écrire la langue française s'ils réunissent, par ailleurs, des titres éminents à l'accession à la qualité de citoyen français.

Cette dérogation devra faire l'objet de justifications spécialement motivées dans le rapport transmis au ministre des colonies.

ART. 10. — Toute demande de naturalisation devra être instruite et adressée au ministre des colonies dans un délai maximum de six mois à dater de l'établissement du procès-verbal visé à l'article 6 du présent décret.

ART. 11. — Il est statué, par décret rendu sur la proposition du ministre des colonies et du garde des sceaux, ministre de la justice.

Le même décret pourra étendre les effets de l'admission à la qualité de citoyen français à la femme et aux enfants du chef de famille.

ART. 12. — La décision est notifiée sans délai à l'intéressé par les soins du chef de la colonie et inscrite sur le registre spécial prévu à l'article 6 ci-dessus.

Il sera obligatoirement fait mention du décret accordant l'accession aux droits de citoyen français en marge des actes d'état civil ou des actes de notoriété et jugements en tenant lieu.

ART. 13. — Aucun droit de sceau ne sera perçu pour l'admission des indigènes des colonies, visées à l'article 1<sup>er</sup> du présent décret aux droits de citoyen français.

ART. 14. — Les modalités suivant lesquelles les postulants devront justifier qu'ils remplissent les conditions énumérées aux articles précédents, ainsi que les mesures d'application du présent décret seront déterminées par arrêté du gouverneur ou du gouverneur général dans les colonies constituées en gouvernements généraux.

ART. 15. — Toutes dispositions antérieures contraires au présent décret sont abrogées et spécialement les articles 3, 4, 5, 6 et 7 du décret du 14 janvier 1918, l'article 1<sup>er</sup> du décret du 4 septembre 1919 l'alinéa 6 du paragraphe 3 de l'article 1<sup>er</sup> du décret du 3 septembre 1932 susvisés.

ART. 16. — Le ministre des colonies et le garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au journal officiel de la République française et des territoires extérieurs où il s'applique, et inséré au bulletin officiel du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 19 avril 1933.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le ministre des colonies,*

Albert SARRAUT.

*Le garde des sceaux, ministre de la justice,*

Eugène PENANCIER.

*AVENANT à la convention commerciale du 13 juillet 1921 entre la France et la Finlande, signé à Paris le 20 février 1933.*

Rectificatif au journal officiel R. F. du 15 mars 1933 :  
Page 2581, 2<sup>e</sup> colonne, 13<sup>e</sup> ligne, article 5,

*au lieu de :*

« 461 papier ou carte autre que de fantaisie »,

*lire :*

« 461 papier ou carte autre que de fantaisie, papier ou carte dite de fantaisie ».

## ACTES DU POUVOIR LOCAL

### Produits pharmaceutiques

*DECISION N° 495 autorisant la cession à titre gratuit des produits pharmaceutiques au dispensaire d'Agou-Nyongbo appartenant à la mission protestante évangélique.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 1<sup>er</sup> mai 1933 fixant les tarifs de cession aux services et aux particuliers des médicaments et pansements délivrés par les pharmacies du service local du Togo.

Vu l'avis du chef du service de santé;

### DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée, à titre gratuit, la délivrance des produits pharmaceutiques au dispensaire d'Agou-Nyongbo (cercle de Klouto) appartenant à la mission protestante évangélique du Togo.

ART. 2. — Les demandes de médicaments doivent être établies par le directeur de la mission protestante évangélique, visées par le médecin chef de la circonscription sanitaire de Klouto, et transmises par celui-ci au chef du service de santé.

Le médecin chef de la circonscription sanitaire de Klouto est chargé de contrôler l'emploi des médicaments ainsi délivrés.

ART. 3. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Lomé, le 13 juin 1933.

R. DE GUISE.



**Prime à l'exportation**

**ARRETE** N° 348 fixant la prime à payer aux cafés exportés pendant le troisième trimestre de l'année 1933.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu la loi du 31 mars 1931 portant 1<sup>o</sup> — Création de caisses de compensation en vue d'assurer la sauvegarde de la production du caoutchouc dans les colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat français — 2<sup>o</sup> — Etablissement d'une taxe spéciale sur certains produits coloniaux français et étrangers;

Vu le décret du 31 mai 1931 portant application de la loi précitée;

Vu l'arrêté du 22 février 1933 réglementant l'attribution de la prime à l'exportation des cafés;

Vu l'arrêté du 12 février 1933 fixant le prix de revient du café par kilogramme dans le territoire du Togo;

Vu les câblogrammes n°s 52 du 25 mars 1933 et 106 du 11 juin 1933 du ministre des colonies;

**ARRETE :**

**ARTICLE PREMIER.** — La prime prévue à l'article 17 du décret du 31 mai 1931 susvisé est fixée à : 0 francs 65 centimes par kilogramme pour les exportations effectuées du 1<sup>er</sup> juillet au 30 septembre 1933 inclus.

**ART. 2.** — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 17 juin 1933.

R. DE GUISE.

**Commission chargée de l'étude des indemnités**

**DECISION** N° 514 nommant une commission.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le télégramme officiel n° 93 en date du 26 mai 1933 de M. le ministre des colonies;

**DECIDE :**

**ARTICLE PREMIER.** — Une commission composée de :

**Président :**

M.M. BAUCHE, administrateur  
en chef des colonies.

**Membres :**

Représentant  
l'administration  
locale.

REMY, administrateur de  
1<sup>re</sup> classe des colonies,  
PECHOUX, administra-  
teur-adjoint de 3<sup>e</sup> cl.  
des colonies,

Représentant les  
cadres locaux.

Représentant les  
cadres généraux.

M.M. ABOILARD, ingénieur de  
1<sup>re</sup> classe de l'agricul-  
ture,

GARNIER, ingénieur-ad-  
joint de 1<sup>re</sup> classe des  
travaux publics,  
TOQUÉ, contrôleur des  
douanes,

KUTSCHENRITTER, insti-  
tuteur supérieur,

VEUILLET Camille, chef  
de section des chemins  
de fer du Togo,

GAUDONVILLE Charles,  
adjoint principal des  
services civils,

se réunira sur la convocation de son président, à l'effet de procéder à l'étude des indemnités diverses, primes et gratifications allouées aux fonctionnaires, employés et agents civils et militaires en service au Territoire.

**ART. 2.** — La commission se constituera en deux sous-commissions chargées de l'étude préliminaire des catégories d'indemnités, primes et gratifications qui leur seront soumises.

**ART. 3.** — Des procès-verbaux de chaque réunion devront être dressés par la commission dont les propositions seront prises à la majorité des voix.

**ART. 4.** — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Lomé, le 20 juin 1933.

R. DE GUISE.

**Conseil d'administration**

**ARRETE** N° 357 portant nomination de membres de conseil d'administration du territoire du Togo.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 6 mars 1923 réorganisant le conseil d'administration et le conseil du contentieux administratif du Territoire;

Vu l'arrêté du 20 mai 1931 portant nomination de membres titulaires et suppléants du conseil d'administration du Territoire, prorogé par arrêté du 28 avril 1933;

Vu l'arrêté du 5 juillet 1932 nommant des membres suppléants du conseil d'administration;

**ARRETE :**

**ARTICLE PREMIER.** — Sont nommés membres du conseil d'administration du territoire du Togo, en rempla-



cement des membres dont le mandat est arrivé à expiration :

*Membres citoyens français :*

M.M. MELFORT, membre titulaire.  
TROSSELY, membre suppléant.  
GAZEL, membre suppléant.

*Membres ressortissants français :*

M.M. OLYMPIO, membre titulaire.  
William SEWAVI MENSAH, membre titulaire.  
KALIPE, chef de Wogan, membre suppléant.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 22 juin 1933.

R. DE GUISE.

**Contrôle et exécution des prestations**

*CIRCULAIRE du 12 juin 1933 à M.M. les commandants de cercle et à M. l'administrateur-maire de la commune de Lomé.*

L'article 12 de l'arrêté du 3 juillet 1922 instituant l'impôt de prestation prescrit de délivrer aux individus s'en libérant en nature un ticket analogue à celui établi pour l'impôt de capitation. D'autre part la quittance remise lors du versement des espèces donne acquit à ceux des contribuables ayant opté pour le rachat.

J'ai constaté que cette méthode compliquait inutilement le travail des commandants de cercle et des agents spéciaux. Dorénavant, par mesure de simplification, vous voudrez bien procéder conformément aux instructions suivantes :

**A — Contribuables ayant plus de 4.000 frs. de revenu.**

1<sup>o</sup> — Si les prestations sont rachetées il ne peut y avoir aucune difficulté. Les rôles étant nominatifs, une quittance doit être délivrée à chaque contribuable, il est dès lors inutile de lui remettre un ticket;

2<sup>o</sup> — Si les prestations ne sont pas rachetées vous devrez dresser un rôle spécial, a) pour les européens b) pour les indigènes, et remettre un ticket à chaque contribuable dès qu'il aura accompli le nombre réglementaire de journées de travail.

**B — Contribuables de la catégorie ordinaire.**

1<sup>o</sup> — Si les prestations sont rachetées, le chef du village devra autant que possible verser en bloc le montant du rachat; une quittance devra être alors établie au nom du chef qui recevra, en outre, par les

soins du chef de la circonscription administrative un nombre de tickets correspondant à celui des prestations rachetées;

2<sup>o</sup> — Si les prestations sont fournies en nature vous devez remettre un ticket à chaque contribuable dès qu'il aura accompli le nombre réglementaire de journées de travail.

**TICKETS.**

Vous recevrez prochainement des carnets de tickets d'un modèle uniforme.

Vous voudrez bien apposer le timbre humide du cercle ou votre signature au verso de chaque ticket, au moment de la délivrance au contribuable ou au chef de village, et inscrire au recto le nom de son village.

Ces tickets n'auront pas à être pris en compte au titre de valeurs fiduciaires, ils ne constitueront qu'un simple moyen de contrôle pour les commandants de cercle.

**ROLES.**

L'article 5 de l'arrêté précité édicte que le rôle des prestations indigènes est, à *titre purement provisoire*, établi numériquement. Cette disposition date de 1922. Désirant marquer à nouveau mon intention de revenir peu à peu à la règle normale pour tous les impôts perçus sur rôles, je vous prie de vouloir n'établir que des rôles nominatifs pour les contribuables qui désireront effectuer leurs prestations en nature. Dans ces conditions il sera nécessaire de modifier les rubriques comprises, à cet article 5, sous les numéros 2 et 3, et supprimer celles figurant aux N<sup>o</sup> 4 et 6.

Vous devrez mettre les contribuables en demeure de déclarer dans le mois qui suivra l'établissement des rôles (pour cette année, dans le mois qui suivra la réception de cette circulaire) s'ils entendent se libérer en nature, en les avisant qu'à défaut de déclaration leur cote sera de droit exigible en argent.

Les déclarations devront être reçues par les chefs des circonscriptions administratives et inscrites sur un registre spécial; elles seront constatées soit par la signature du déclarant soit, s'il ne sait pas signer, par celle de deux témoins apposée en présence du déclarant. A défaut d'accomplissement de ces formalités, auxquelles le chef de la circonscription administrative ne peut suppléer par une déclaration générale indiquant que tous les redevables désirent se libérer en nature, la cote est exigible en argent.

Pour l'instant, et pour ne pas vous imposer un travail excessif, les rôles concernant les prestations rachetées seront établis comme par le passé.

**PLAN DE CAMPAGNE.**

Je vous prie de noter que le plan de campagne devra être très étudié et extrêmement précis.

Etant donné le mode de travail des indigènes, j'estime qu'il y a intérêt à convertir en tâches les



journées de prestations. Ces conversions devront être faites suivant un tarif fixé par vous, d'accord avec l'agent des travaux publics de votre circonscription administrative (l'agent voyer pour la commune-mixte de Lomé).

Vous devrez remettre à chaque prestataire un bulletin indiquant la tâche à effectuer ainsi que le délai dans lequel elle devra être exécutée.

Le travail terminé devra être réceptionné par le chef de la circonscription administrative assisté de l'agent des travaux publics, en présence du prestataire. Ce dernier ne sera complètement libéré que si les travaux satisfont aux conditions édictées dans le plan de campagne. Dans le cas contraire il ne sera libéré que pour la valeur des travaux effectués et devra s'acquitter en argent de la différence constatée; cette cote est exigible dans le mois qui suit la réception du travail et, en tout état de cause, avant le 31 décembre.

Je désirerais recevoir votre plan de campagne le plus tôt possible, pour pouvoir, après examen, décider d'accord avec vous et après avis des conseils de notables, avant la fin de la saison des pluies, l'époque la plus favorable à l'exécution des travaux.

S'il y a lieu, vous voudrez bien comprendre dans le plan de campagne vos propositions pour la détermination du taux et de la valeur de la ration prescrite par l'article 9.

Au cas où aucun contribuable n'aurait déclaré désirer se libérer en nature, vous voudrez bien m'en aviser dès l'expiration du délai imparti.

\*

\*   \*

Compte tenu de ces instructions, vous voudrez bien vous conformer pour le surplus aux règles édictées par l'arrêté précité du 3 juillet 1922.

R. DE GUISE.

## NOMINATIONS, MUTATIONS ETC. CONCERNANT LE PERSONNEL

### PERSONNEL EUROPÉEN

## ACTES DU GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DE L'A. O. F.

### Disponibilité

Par arrêté du :

23 mai 1933. — M. VENANCE, Julien, secrétaire-adjoint des greffes et parquets, est placé sur sa demande, dans la position de disponibilité sans solde, pour une durée d'un an à compter du jour de la cession de son service.

## ACTES DU POUVOIR LOCAL

### Nominations

Par arrêtés des :

9 juin 1933. — M. VENANCE Julien, Gabriel, est nommé inspecteur-stagiaire de police, à compter du 10 juin 1933.

19 juin 1933. — M. REHART, Jean, Louis, inspecteur de police de 1<sup>re</sup> classe du cadre local supérieur de la police au Togo, chef du service de police et de sûreté, est nommé commissaire de police de 3<sup>e</sup> classe pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1933.

20 juin 1933. — M. DUBOIS Philippe, bachelier de l'enseignement secondaire, est agréé en qualité de commis-stagiaire des services civils à compter de la veille du jour de son embarquement à destination de Lomé.

21 juin 1933. — M. LE GLATIN Yves, bachelier de l'enseignement secondaire, est agréé en qualité de commis-stagiaire des services civils à compter du 25 juin 1933.

### Affectations

Par décisions des :

7 juin 1933. — M. LELONG Roger, administrateur-adjoint de 3<sup>e</sup> classe des colonies, est mis à la disposition du commandant de cercle d'Atakpamé en qualité d'adjoint.

M. LESTRADE, administrateur-adjoint de 3<sup>e</sup> classe, nouvellement arrivé au Territoire, est affecté au bureau de l'administration générale en remplacement de M. LELONG.

13 juin 1933. — Les fonctionnaires ci-dessous désignés, attendus à Lomé le 14 juin 1933 par le paquebot *Jamaïque*, reçoivent les affectations suivantes :

M. PECHOUX, administrateur-adjoint de 3<sup>e</sup> classe des colonies, est mis à la disposition du chef du bureau des services financiers.

M. DUBOIS, commis stagiaire des services civils du Togo est mis à la disposition du chef du bureau des services financiers.

M. BOURY, lieutenant d'administration des troupes coloniales hors cadres au Togo, est mis à la disposition du chef du service de santé.

M. M. WALTER et JOMAIN, sergents de l'infanterie coloniale hors cadres au Togo sont mis à la disposition du commandant des forces de police.

17 juin 1933. — Monsieur LESCELLIER, contrôleur des P. T. T. est affecté à dater du 1<sup>er</sup> juillet 1933 à Lomé recette principale où il remplira les fonctions de receveur comptable centralisateur en remplacement de M. BENET en instance de départ.

Le sergent WALTER Georges est affecté au commandement de la 4<sup>e</sup> section de la compagnie de milice à Aného à compter du 17 juin 1933 en remplacement du sergent CIMAROLI.



Le sergent JOMAIN Benoît est affecté au peloton de dépôt de la garde indigène en qualité de chef de peloton à compter du 17 juin en remplacement du sergent ROCCHINI.

#### Tribunal de subdivision d'Atakpamé

Par décision du :

17 juin 1933. — M. MAUGIS, commis après 18 mois des services civils est chargé provisoirement des fonctions de président du tribunal de subdivision du cercle d'Atakpamé.

#### Tribunal d'appel et d'homologation

Par arrêté du :

17 juin 1933. — Est nommé membre du tribunal d'appel et d'homologation pour l'année 1933 :

M. LESTRADE, administrateur adjoint de 3<sup>e</sup> classe des colonies, en remplacement de M. FOURSARD, administrateur adjoint des colonies, nommé juge suppléant.

#### Congés et réquisitions de passage

Par décisions des :

7 juin 1933. — Un congé de fin de contrat de 6 mois pour en jouir à Paris, est accordé à M. KACHINSKY Vitald, sous-chef de section des travaux neufs du Togo.

Un passage de 1<sup>re</sup> classe, 2<sup>e</sup> catégorie, pour la France lui est en outre délivré sur le paquebot *Canada* attendu à Lomé vers le 3 juillet 1933.

Un congé administratif de 6 mois pour en jouir à Toulouges (Pyrenées Orientales) est accordé à M. BENET, receveur des P. T. T. qui compte 25 mois de séjour consécutifs dans le Territoire.

Un passage de 1<sup>re</sup> classe 2<sup>e</sup> catégorie pour la France lui est en outre délivré ainsi qu'à sa femme sur le paquebot *Canada* attendu à Lomé vers le 3 juillet 1933.

Un congé administratif de 6 mois pour en jouir 47 rue Saint Placide à Paris VI<sup>e</sup> est accordé à M. CATHELIN, Raoul, chef comptable principal des travaux publics du Togo qui compte 24 mois de séjour consécutifs dans le Territoire.

Un passage en 1<sup>re</sup> classe 2<sup>e</sup> catégorie pour la France lui est en outre délivré ainsi qu'à sa femme et sa fille âgée de 13 ans  $\frac{1}{2}$  sur le paquebot *Canada* attendu à Lomé vers le 3 juillet 1933.

Un congé administratif de 6 mois pour en jouir à Molières-Sur-Cèze (Gard) 13 Rue des Casernes est accordé à M. AGNIEL Jean, chef de district avant 18 mois des chemins de fer du Togo qui compte 24 mois de séjour consécutifs dans le Territoire.

Un passage en 2<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> catégorie pour la France lui est en outre délivré ainsi qu'à sa femme et son enfant âgé de 6 mois sur le paquebot *Canada* attendu à Lomé vers le 3 juillet 1933.

Une réquisition de passage de retour par anticipation Lomé-Marseille (1<sup>re</sup> classe 1<sup>re</sup> catégorie B), sur le paquebot *Hoggar* attendu à Lomé vers le 18 juin 1933, est accordée à mademoiselle Fernande MANOUX, fille d'un administrateur en chef des colonies, se rendant à Paris.

13 juin 1933. — Une réquisition de passage (1<sup>re</sup> classe, 2<sup>e</sup> catégorie), Lomé-Bordeaux, est accordée à M. le capitaine d'administration BOURAUD, ainsi qu'à sa femme, sur le paquebot *Jamaïque*, attendu à Lomé, vers le 26 juin 1933.

17 juin 1933. — Une réquisition de passage de retour par anticipation en 3<sup>e</sup> classe, 4<sup>e</sup> catégorie, est accordée à M<sup>me</sup> CEYSSAT et à son enfant âgé de 18 mois, famille d'un sergent-chef d'infanterie coloniale en service hors cadres au Togo, pour se rendre de Lomé à Bordeaux sur paquebot *Jamaïque*, attendu à Lomé vers le 27 juin 1933.

19 juin 1933. — Un congé administratif de 6 mois pour en jouir à Enghien-les-Bains (Seine-et-Oise) est accordé à M. MOAL, Henry, administrateur adjoint de 2<sup>e</sup> classe des colonies qui compte 24 mois de séjour consécutifs dans le Territoire.

Un passage pour la France lui est en outre délivré en 1<sup>re</sup> classe 2<sup>e</sup> catégorie sur le paquebot *Touareg*, attendu à Lomé vers le 16 juillet 1933.

Un congé administratif de 6 mois pour en jouir à Rochefort-sur-mer (102 rue du 4 Septembre) est accordé à M. MOQUAY, Armand, capitaine de port de 2<sup>e</sup> classe qui compte 24 mois de séjour consécutifs dans le Territoire.

Un passage en 1<sup>re</sup> classe 2<sup>e</sup> catégorie pour la France lui est en outre délivré ainsi qu'à sa femme et sa fille âgée de 18 ans sur le paquebot *Amérique*, attendu à Lomé vers le 18 juillet 1933.

Un congé administratif de 6 mois pour en jouir à Saint-Nazaire (Pyrenées Orientales) est accordé à M. MIAT Fernand, instituteur de 5<sup>e</sup> classe du cadre métropolitain, instituteur après 18 mois du cadre local qui compte 24 mois de séjour consécutifs dans le Territoire.

Un passage en 2<sup>e</sup> classe, 3<sup>e</sup> catégorie pour la France lui est en outre délivré sur le paquebot *Amérique*, attendu à Lomé vers le 18 juillet 1933.

Une réquisition de passage de retour par anticipation, Lomé-Marseille, est accordée à mademoiselle Yvonne FARENG RODIERE, belle-fille d'un adjoint principal de classe exceptionnelle en service au Togo, sur le *Canada*, attendu à Lomé vers le 3 juillet 1933, 1<sup>re</sup> classe 2<sup>e</sup> catégorie.



Une réquisition de passage en 1<sup>re</sup> classe, 1<sup>re</sup> catégorie B, de Lomé à Bordeaux, est accordée à M. DE MARQUEISSAC, Henry, médecin commandant des troupes coloniales ainsi qu'à sa femme, sur paquebot *Amérique*, attendu à Lomé vers le 18 juillet 1933.

#### Indemnités

Par décisions des :

12 juin 1933. — M.M. PALLARES et THOMAS, instituteurs ordinaires après 18 mois, auront droit à l'indemnité de 1.100 francs par an, prévue en faveur des instituteurs chargés de cours, par l'arrêté n° 324 du 20 mai 1933.

17 juin 1933. — M. MOURAGUES, élève-administrateur des colonies et M. GAUDONVILLE, adjoint-principal avant 4 ans des services civils du Togo, en service au cabinet du Commissaire de la République et chargés d'assurer la permanence, auront droit à l'indemnité de permanence prévue au tableau n° 1 de l'arrêté du 20 mai 1933.

#### Augmentation de solde

Par décision du :

7 juin 1933. — La solde de M. Roux est fixée à 17.000 francs pour compter du 16 avril 1933.

#### Compagnie de milice

Par décision du :

15 juin 1933. — Les sergents ROCCHINI, Noël et CIMAROLI, François en service hors cadres à la compagnie de milice seront remis à la disposition de leur corps et dirigés sur Ouidah le 19 juin 1933.

### PERSONNEL INDIGÈNE

#### ACTES DU GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DE L'A. O. F.

##### Détachement

Par arrêté du :

24 mai 1933. — M. AKA KAKOU (Jacques), secrétaire-stagiaire des greffes et parquets, en service au tribunal de première instance de Cotonou (Dahomey), est mis à la disposition de M. le Commissaire de la République au Togo, en remplacement de M. VENANCE (Gabriel, Julien), mis en disponibilité.

#### ACTES DU POUVOIR LOCAL

##### Titularisation

Par arrêté du :

21 juin 1933. — Le commis-expéditionnaire auxiliaire (2<sup>e</sup> échelon), EYEBIYI Samuel, en service aux travaux publics, est titularisé dans son emploi en qualité de commis-expéditionnaire de 8<sup>e</sup> classe, pour compter du 15 avril 1933.

#### Passage automatique

Par décision du :

9 juin 1933. — Est constaté à compter du 10 mai 1933, le passage automatique à l'échelon supérieur de solde (2<sup>e</sup> échelon 3.300 frs.) du commis-expéditionnaire auxiliaire (1<sup>er</sup> échelon), ERE Sylvain, en service au cercle d'Anécho.

#### Affectation

Par décision du :

20 juin 1933. — Le vétérinaire auxiliaire contractuel FODÉ SANGARE est affecté provisoirement au cercle de Sansanné-Mango.

#### Démission

Par décision du :

10 juin 1933. — Est acceptée pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1933, la démission de son emploi, offerte par le garde frontière de 3<sup>e</sup> classe Paul AZZAGOUN DAGBA.

Conformément aux dispositions de l'article 10 de l'arrêté du 3 juillet 1928, le garde frontière DAGBA Paul aura à verser une somme de 50 francs pour indemnité d'effets.

#### Cessation d'engagement

Par décision du :

8 juin 1933. — Est et demeure rapportée, pour compter du 6 juin 1933, la décision engageant provisoirement le nommé HERCUMIDDAH Joseph, en qualité de commis dactylographe auxiliaire.

#### Congés et permissions

Par décisions des :

7 juin 1933. — Un congé de 86 jours, avec traitement, du 19 juin au 13 septembre 1933 inclus, est accordé au commis-expéditionnaire de 3<sup>e</sup> classe Georges K. MESSAN en service au cabinet du Commissaire de la République, pour en jouir au Territoire.

Un congé de convalescence de 30 jours, avec traitement du 3 juin au 2 juillet 1933 inclus, est accordé au moniteur de l'enseignement de 5<sup>e</sup> classe HOUHO Jérôme, pour en jouir à Grand-Popo (Dahomey).

8 juin 1933. — Une permission de 2 jours, avec traitement du 9 au 10 juin 1933 inclus, est accordé au commis-expéditionnaire auxiliaire (2<sup>e</sup> échelon) TIRUS Théophile, en service au bureau des services financiers, pour en jouir à Porto-Novo (Dahomey).

Un congé de 90 jours avec traitement, du 1<sup>er</sup> juillet au 28 septembre 1933, est accordé à l'infirmier de 4<sup>e</sup> classe ELIAS GBEDEMAH en service à Pagouda, pour en jouir à Mission-Tové (cercle de Lomé).



9 juin 1933. — Un congé de 90 jours, avec traitement, du 15 juin au 12 septembre 1933, est accordé à l'infirmier de 2<sup>e</sup> classe ABBEY William, en service à Atakpamé, pour en jouir à Anécho.

Un congé de 60 jours, avec traitement, du 20 juin au 18 août 1933 inclus, est accordé au commis-expéditionnaire de 8<sup>e</sup> classe AMOUSSOU Romuald, en service à la mission d'inspection, pour en jouir à Lomé.

10 juin 1933. — Un congé pour maladie de 30 jours, avec traitement, du 7 juin au 6 juillet 1933 inclus, est accordé à l'instituteur adjoint de 4<sup>e</sup> classe AKOUEÏ Paulin, en service à Lomé, pour en jouir à Lomé.

Un congé de 60 jours, avec traitement du 15 juin au 13 août 1933 inclus, est accordé à M. James K. SADÉ, facteur enregistreur de 4<sup>e</sup> classe, en service au chemin de fer (exploitation), pour en jouir au Togo.

13 juin 1933. — Un congé de 75 jours, avec traitement, du 19 juin au 1<sup>er</sup> septembre 1933 inclus, est accordé au commis expéditionnaire de 6<sup>e</sup> classe DE SOUZA Théodore, en service à la mission d'inspection, pour en jouir à Anécho.

17 juin 1933. — Un congé de 30 jours, avec traitement du 20 juin au 19 juillet 1933 inclus, est accordé, à M. AMADOU Joseph, ouvrier de 4<sup>e</sup> classe, en service au chemin de fer (traction), pour en jouir à Palimé.

19 juin 1933. — Un congé de 30 jours, avec traitement du 3 juillet au 1<sup>er</sup> août 1933 inclus, est accordé à M. HAZOÛME ADJAYI, ouvrier de 8<sup>e</sup> classe, en service au chemin de fer (traction), pour en jouir à Atakpamé.

Un congé de 45 jours, avec traitement du 15 juillet au 29 août 1933 inclus, est accordé à M. D'ALMEIDA Cyriano, facteur enregistreur de 4<sup>e</sup> classe, en service au chemin de fer (exploitation), pour en jouir au Territoire.

Un congé de 21 jours, avec traitement, du 1<sup>er</sup> au 21 juillet 1933 inclus, est accordé au garde-frontière Georges KOFI, en service à Lomé, pour en jouir à Attoeta (cercle d'Anécho).

Un congé de 60 jours, avec traitement, du 1<sup>er</sup> juillet au 29 août 1933 inclus, est accordé au chef de train de 8<sup>e</sup> classe Félix RAYMONDO, en service à Agbonou, pour en jouir au Togo.

### Suspension de fonctions

Par décision du :

17 juin 1933. — Le mécanicien conducteur de 4<sup>e</sup> classe HOUANOU KOUMAKOU, est suspendu de ses fonctions pour compter du 2 juin 1933.

### Sanctions disciplinaires

Par décision du :

17 juin 1933. — Une punition de 15 jours de retenue de solde est infligée au mécanicien-conducteur journalier AMES Paul, en service aux forces de police, pour faute grave dans le service.

### Indemnités

Par décisions des :

10 juin 1933. — L'infirmier de 4<sup>e</sup> classe GBIKPI Alphonse en service au secteur de la trypanosomiase à Pagouda est autorisé à utiliser sa bicyclette pour les besoins de son service.

Il aura droit de ce fait à l'indemnité représentative fixe de 15 francs par mois payable dans les conditions prévues par les arrêtés en vigueur.

21 juin 1933. — M. MOMO CAMARA, ouvrier de 2<sup>e</sup> classe, 2<sup>e</sup> échelon, du cadre de la colonie de la Guinée française en service détaché au Togo, aura droit pour compter du 1<sup>er</sup> juin 1933 à l'indemnité de permanence prévue par l'arrêté du 20 mai 1933.

## FORCES DE POLICE

### Engagements

Par arrêté du :

19 juin 1933. — Est engagé pour 1 an comme milicien de 1<sup>re</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle M/252, et à compter du 3 juin 1933, l'ex-caporal de T. S. OROU GAMBARI.

### Congé

Un congé de 30 jours avec traitement et gratuité de transport (aller & retour) est accordé au garde de 1<sup>re</sup> classe BAYASSEM, N<sup>o</sup> Mle 498, du peloton d'Anécho (accompagné de sa femme) pour en jouir à Siou (Sokodé).

### Affectations

1<sup>o</sup> — Est maintenu au peloton d'Atakpamé le garde de 1<sup>re</sup> classe TOI SONDE, Mle 397, affecté à Sokodé par arrêté 335 du 27 mai 1933 (N'a pas rejoint).

2<sup>o</sup> — Sont affectés pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1933 :

a) au peloton de Sokodé.

N<sup>o</sup> GORE LAOUSSÉWA, garde de 2<sup>e</sup> classe, Mle 792, du peloton d'Atakpamé.



*b) au peloton de Lomé.*

KARIMOU TARAORÉ, brigadier de 2<sup>e</sup> classe Mle 311, du peloton de dépôt Lomé.

*c) au peloton dépôt Lomé.*

MOUMOUNI, garde de 1<sup>re</sup> classe, Mle 842, du peloton de Lomé.

SINTOHOUE, garde de 2<sup>e</sup> classe, Mle 718, du peloton d'Anécho.

KORAH, garde de 2<sup>e</sup> classe, Mle 880, du peloton d'Anécho.

*d) au peloton d'Anécho.*

SAKARY, garde de 1<sup>re</sup> classe, Mle 632, du peloton de dépôt Lomé.

ALAOUA, garde de 1<sup>re</sup> classe, Mle 625, du peloton de dépôt Lomé.

**Agrément d'agents stagiaires.**

Sont agréés en qualité de stagiaires :

A compter du :

3 juin 1933. — TCHASSI Camille, ex-tirailleur.

— GBEA, ex-tirailleur.

— BABA KAFTA, ex-tirailleur.

6 juin 1933. — MAHINOU, ex-tirailleur.

— DJOGBEMEDE, ex-tirailleur.

— KAOLE, ex-tirailleur.

8 juin 1933. — BAKARY DIALLO, ex-tirailleur.

12 juin 1933. — GABRIEL Michel, ex-tirailleur.

**ERRATUM** à l'arrêté N° 228 du 7 avril 1933, en ce qui concerne le licenciement du moniteur de l'enseignement privé Nicoué Benoît.

**ARTICLE 2**

*Au lieu de :*

Est licencié pour inaptitude professionnelle à compter de 1<sup>er</sup> avril 1933, le moniteur de 6<sup>e</sup> classe stagiaire Nicoué Benoît de l'enseignement privé (mission catholique).

*Lire :*

Est licencié pour inaptitude professionnelle à compter du 9 avril 1933, le moniteur de 6<sup>e</sup> classe stagiaire Nicoué Benoît de l'enseignement privé (mission catholique).

**CHEF DU SECRÉTARIAT GÉNÉRAL**

Par arrêté du :

22 juin 1933 — M. BAUCHÉ, administrateur en chef des colonies, inspecteur des affaires administratives est nommé chef du secrétariat général « ad hoc » pour siéger à la séance du conseil d'administration du 26 juin 1933.

**COMMISSIONS**

Par décisions des :

7 juin 1933. — Une commission composée de :

M.M. MARTIN, chef du service de l'enseignement p. i. . . . . *Président*

KUTSCHENRITTER, directeur du cours de pédagogie, } *Membres*

LELONG, administrateur-adjoint,

est chargée d'assurer la surveillance du concours d'entrée à l'école William Ponty pour 2 places qui aura lieu les 9 et 10 juin 1933, à partir de 7 h. 30, dans une des salles du cours complémentaire de Lomé.

12 juin 1933. — Une commission composée de :

M.M. LESTRADE, administrateur-adjoint des colonies . . . . . *Président*

MIAT, instituteur, } *Membres*

JAGU, commis des services civils.

est chargée d'assurer la surveillance des épreuves du concours pour les emplois d'inspecteurs-stagiaires de police du Togo, qui auront lieu à Lomé le 15 juin 1933.

**COMMISSIONS D'ENQUÊTE**

Par arrêtés des :

9 juin 1933. — Une commission d'enquête composée de :

M.M. LESTRADE, administrateur-adjoint de 3<sup>e</sup> classe des colonies . . . . . *Président*

GARNIER, ingénieur-adjoint de 1<sup>re</sup> classe des travaux publics, } *Membres*

GNASSOUNOU Richard, commis-expéditionnaire de 7<sup>e</sup> classe.

se réunira sur la convocation de son président à l'effet de donner son avis sur le cas du commis-expéditionnaire de 7<sup>e</sup> classe GABA AYITÉ Joseph.

Elle devra répondre à la question suivante :

Le commis-expéditionnaire de 7<sup>e</sup> classe GABA AYITÉ Joseph s'est-il rendu coupable d'abandon de son poste depuis le 14 décembre 1932?

Le commis-expéditionnaire de 7<sup>e</sup> classe GABA AYITÉ Joseph sera appelé à présenter sa défense oralement ou par écrit.

La commission donnera ensuite son avis sur la sanction disciplinaire à infliger à l'agent en cause.

M. GARNIER est nommé rapporteur de la susdite commission.

21 juin 1933. — Une commission d'enquête, composée comme suit :

M.M. PECHOUX, administrateur-adjoint de 3<sup>e</sup> classe des colonies, . . . . . *Président*

R. DE GUISE, adjoint technique de 1<sup>re</sup> classe du cadre auxiliaire des travaux publics de l'A. O. F. en service détaché au Togo, } *Membres*

LATEVI TEVI, mécanicien-conducteur principal d'automobiles de 3<sup>e</sup> classe,

se réunira sur la convocation de son président à l'effet de donner son avis sur le cas du mécanicien-conducteur d'automobile HOUANOU KOUAKOU.



Elle devra répondre à la question suivante :

Le mécanicien-conducteur d'automobile de 4<sup>e</sup> classe HOUANOU KOU MAKOU, s'est-il rendu coupable de faute grave dans le service en détériorant la voiture à lui confiée, par suite d'imprudence ou d'impéritie ?

Le mécanicien-conducteur de 4<sup>e</sup> classe HOUANOU KOU MAKOU sera admis à présenter sa défense, oralement ou par écrit.

La commission donnera ensuite son avis sur la sanction disciplinaire à infliger à l'agent en cause en se prononçant d'abord sur la peine la plus élevée (1<sup>re</sup> Révocation — 2<sup>e</sup> Rétrôgradation).

M. René DE GUISE remplira les fonctions de rapporteur de la susdite commission.

## DOMAINES

### Avis de demandes d'immatriculation

#### *au livre foncier du cercle de Lomé*

Suivant réquisition, n° 872, déposée le 21 juin 1933 le sieur Joseph ADANDE, profession d'employé de commerce, demeurant et domicilié à Lomé, agissant au nom et pour son compte personnel en qualité de propriétaire a demandé l'immatriculation au livre foncier du cercle de Lomé, d'un immeuble urbain, bâti, consistant en un terrain de forme de rectangle d'une contenance totale de 4 ares 90 centiares situé à Lomé quartier n° 9 (cercle de Lomé) et borné au nord par terrain à Timothy Anthony et Robert Anthony, à l'est par terrain à Th. Anthony, au sud par une rue non dénommée, à l'ouest par terrain à Pierre de Souza.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 873, déposée le 21 juin 1933 la dame Victoria Kwasiwa Klamah profession de marchande, demeurant et domiciliée à Lomé, agissant tant en son nom personnel comme co-propriétaire chargé d'administration des biens de la succession de feu Christian A. Klamah dit Christian A. Williams décédé à Keta en 1916 laissant pour seuls et uniques héritiers ses enfants :

Victoria Kwasiwa Klamah requérante sus-nommée, née à Lomé vers 1897, Quami Klamah, sans profession, né à Keta vers 1912, Quashie Klamah, écolier à Keta, né à Lomé vers 1914, Ameyo Klamah, sans profession, née à Keta vers 1915 a demandé l'immatriculation au livre foncier du cercle de Lomé, d'un immeuble urbain, bâti, consistant en un terrain en forme de quadrilatère irrégulier sur lequel est construite une grande maison à seul rez-d-chaussée, en planches et couverte en tôles à usage d'habitation d'une contenance totale de 6 ares 61 centiares situé à Lomé quartier n° 7 (cercle de Lomé) et borné au nord par terrain à Joaquim Martin, à l'est par la rue Jeanne d'Arc, au sud par la rue du Chemin de fer, à l'ouest par terrain à la dame Tutu.

Elle déclare que ledit immeuble appartient à la collectivité C. A. Klamah et n'est à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 874, déposée le 28 juin 1933, le sieur Léo Quashie Bakar, profession d'employé de commerce, demeurant et domicilié à Lomé, agissant au nom et pour son compte personnel en qualité de propriétaire a demandé l'immatriculation au livre foncier du cercle de Lomé, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain en forme de quadrilatère irrégulier d'une contenance totale de 7 ares 71 centiares situé à Lomé quartier n° 2 (cercle de Lomé) et borné au nord par la route de Bè, à l'est par terrain à Bruce Ferdinand, au sud par terrain à Octaviano Olympio, à l'ouest par terrain à Van-Lare Charles.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition aux présentes immatriculations, es mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du tribunal civil de Lomé.

*Le conservateur de la propriété foncière,*

PEYROTTE.

### Avis de bornages

Le lundi 24 juillet 1933 à huit heures il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé quartier n° 6 (cercle de Lomé) consistant en un terrain urbain, non bâti, en forme de quadrilatère irrégulier d'une contenance de 6 ares 02 centiares et borné au nord par la nouvelle route de Bè, à l'est par terrain à Félicio de Souza, au sud et à l'ouest par terrains aux héritiers pasteur Aku Andreas, dont l'immatriculation a été demandée par la dame Rosa Adjuavi, commerçante demeurant et domiciliée à Lomé, agissant en son nom personnel en qualité de propriétaire suivant réquisition du 9 mars 1933, n° 864.

Le lundi 24 juillet 1933 à huit heures il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Sokodé consistant en un terrain urbain, non bâti, en forme de rectangle d'une contenance de 1 hectare 40 ares et borné au nord, au sud et à l'ouest par des terrains vacants et sans maître, à l'est par une route joignant le nouveau marché à la route des Cabrais, dont l'immatriculation a été demandée par le receveur des domaines à Lomé, agissant au nom et pour le compte du territoire du Togo, placé sous le mandat de la France propriétaire, suivant réquisition du 25 avril 1933, n° 868.

Le mercredi 26 juin 1933 à quinze heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Agbeluvhoé, (cercle de Lomé) consistant en un terrain urbain, bâti, en forme de polygone irrégulier portant une construction en terre de barre couverte en tôles d'une contenance de 24 ares 61 centiares et borné au nord par terrain à Gabriel Sokpolie, à l'est par terrain



à Amoussou, au sud par terrain à Aug. de Souza, à l'ouest par la route Lomé-Atakpamé, dont l'immatriculation a été demandée par Aloysius Kusugbo Kuleké, acheteur de produits demeurant à Agbeluvhoé, agissant en son nom personnel comme propriétaire suivant réquisition du 3 mai 1933, n° 869.

Le lundi 24 juillet 1933 à dix heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé quartier n° 2, (cercle de Lomé) consistant en un terrain urbain, bâti, en forme de quadrilatère irrégulier portant deux constructions en briques crues couvertes en tôle à usage d'habitation d'une contenance de 4 ares 74 centiares et borné au nord par terrain à Justino de Medeiros, à l'est par terrain à Aug. de Souza, au sud par terrain à Hans Moévi, à l'ouest par la rue des écoles dont l'immatriculation a été demandée par Karl Kanyi, surveil-

lant des lignes des P.T.T. demeurant à Lomé, agissant en son nom personnel en qualité de propriétaire suivant réquisition du 2 juin 1933, n° 870.

Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier.

*Le conservateur de la propriété foncière,*

PEYROTTE.

### AVIS DE CONCOURS

Est fixée au samedi 8 juillet 1933 la date de clôture de la liste des candidats au concours pour l'emploi d'inspecteur-auxiliaire de police.

### ÉTAT DES PRINCIPAUX PRODUITS DU CRU EXPORTÉS PENDANT LE MOIS DE MAI 1933

PRODUITS	EXPORTATION mois de mai 1933	EXPORTATION TOTALE au 31 mai	
		1933	1932
Maïs . . . . .	6.476	52.028	44.310
Farine de manioc . . . . .	56.004	177.911	52.315
Haricots . . . . .	2.854	9.584	17.968
Ignames . . . . .	17.132	106.425	183.084
Arachides en coques . . . . .	7.515	40.335	50.241
Coprah . . . . .	—	540.927	612.141
Amandes de palme . . . . .	507.285	3.075.764	4.390.385
Café en fèves . . . . .	786	18.935	10.507
Cacao . . . . .	131.295	4.243.515	4.348.841
Piment . . . . .	1.040	9.350	14.975
Huile de palme . . . . .	10.593	164.030	554.736
Coton égrené . . . . .	311.111	462.691	489.937
Kapok égrené . . . . .	21.285	21.285	91.889
Beurre de karité . . . . .	300	18.375	—
Graines de ricin . . . . .	—	8.310	—